

LE MONDE SELON

BERLUSCOTAPIE

Philippe PELLETIER ¹

Le Capital l'a rêvé ? La révolution bourgeoise l'a faite : la démocratie parlementaire est vraiment le système idéal pour le capitalisme. Rendez-vous compte : les citoyens-travailleurs assurent de leur soutien un Etat qui est le meilleur garant de l'exploitation salariale. L'abdication de la souveraineté politique conjuguée à l'aliénation économique ! Tous les puissants de la terre ont bien compris l'intérêt de ce système, et se proclament d'ailleurs démocrates. Tous, ou presque. Car la démocratie est mal en point en Afrique où potentats et dictatures font encore la loi, mais qui s'en soucie dans la mesure où l'Afrique noire mise en coupe réglée par un néo-colonialisme qui contrôle ses richesses ne représente pas de grands enjeux sur le marché mondial ? Bernard-Henri Lévy peut bien s'enflammer pour Sarajevo, il laissera crever Kigali où il n'y a guère de gloire ni de position à gagner. On nous dit qu'on envoie l'armée française au Rwanda mais c'est faux : elle y était déjà, soutenant une faction contre une autre, tandis que la fumeuse France des droits de l'homme refusent d'accueillir des réfugiés politiques africains. Quant à Sarajevo, les cheveu-légers du Capital y caracolent sous une double casquette : humanitaire d'un côté, pour l'esbroufe et les bons sentiments, représentants des grandes entreprises (St-Gobain ou la Lyonnaise des Eaux pour ne citer que les françaises) pour la (re)-conquête du marché de la reconstruction A quand une liste Haut-Karabagh pour les prochaines élections ?

La démocratie est également sur la touche en Chine où, une fois le sang des opposants à peine séchés sur le carreau de la place Tian-An-Men, et les trémolos des politiciens occidentaux à peine enroués, les dirigeants des grandes puissances, japonais en tête, rapidement suivis par américains et européens, sont revenus faire allégeance à l'empire chinois : dame, le premier marché du Monde à conquérir cela vaut bien quelques sacrifices ! A quand une liste Tian-An-men aux prochaines élections ? Mais qu'on se rassure ! Si la tension sociale vient à s'accroître en Chine, à mesure que la machine économique s'emballe et que les disparités sociales s'amplifient, on verra alors reflourir tous les beaux discours sur la "nécessaire démocratisation chinoise" et quelque Lech Walesa, sans

¹ Texte paru dans le *Monde libertaire* en 1994

moustache mais avec yeux bridés, inconnu jusque là des médias se verra propulser sur la scène politique pour rafler la mise. Rien de sûr, toutefois, car plusieurs milliards de Chinois qui s'agitent seraient plus dangereux pour le système capitaliste mondial que quelques millions de Polonais dûment anesthésiés par le chloroforme religieux, de surcroît administré par l'un des leurs. Il est possible que le système politique chinois, mélange de bureaucratie pesante et de factions dynamiques, devienne, avec les quelques réaménagements libéraux de circonstances, un modèle présentable, sinon exportable, de gestion sociale. Après tout, le Japon, avec son Parti libéral-démocrate, dont la longévité au pouvoir n'avait rien à envier au monolithisme et au monopole du parti unique marxiste-léniniste en Chine, a fonctionné pendant plusieurs décennies de cette façon-là : clientélisme, factions, oligopoles politiques, avec, en plus... les urnes !

L'asphyxie totalitaire remplacée par l'anesthésie parlementaire

Certes, les populations qui ont vécu pendant de longues années sous des régimes autoritaires ou dictatoriaux sont emballés par l'espérance démocratique. C'est bien légitime dans la mesure où toute bouffée d'oxygène est la bienvenue, même si, au bout du compte, l'asphyxie totalitaire sera remplacé par l'anesthésie parlementaire. En Afrique du Sud, la majorité noire écrasée par l'apartheid a retrouvé sa fierté, ses chefs sont au pouvoir mais elle-même continue à se rendre au boulot comme par le passé, à vivre dans des conditions misérables, et à trimer pour des patrons dont peu importe la couleur de peau peinte à l'arc-en-ciel du marché capitaliste mondial. Déjà, nos camarades anarchistes sud-africains nous mettent en garde contre les dérives autoritaires de l'ANC.

En Yougoslavie, les populations sorties de l'hibernation titiste se sont électoralement jetées dans les bras de démagogues tout juste sortis du sérail communiste pour se reconvertir dans le nationalisme. En Bosnie comme dans les autres républiques, les nouveaux dirigeants ont eux aussi dangereusement joué la carte ethnique et nationalitaire. De leur point de vue, ils n'ont pas eu tort : laminant au passage les rares forces transethniques, ils ont recueilli l'assentiment électoral. Mais, ce faisant, ils ont ouvert la boîte de pandore des luttes fratricides et des guerres civiles. Le gang du fondamentaliste Izetbegovic peut bien venir pleurer dans les bras de l'intelligentsia occidentale prompte à se trouver un nouveau Vietnam ou un nouvel Afghanistan (les miséreux sont tellement plus beaux quand ils se trouvent beaucoup plus loin que les couloirs du métro ! Rappelez-vous les intellos nous avaient déjà

fait le coup en soutenant Khomeiny, Michel Foucault étant alors le BHL de service), il porte une lourde responsabilité dans la dégradation de la situation, sans oublier les conflits meurtriers entre factions musulmanes dans la poche de Bihac où s'agite un autre candidat au pouvoir, le milliardaire Fikret Abdic. Et chacun d'oublier que le conflit en Yougoslavie est aussi un conflit pour la possession des terres. Les Serbes, qui ne représentent qu'un tiers de la population en Bosnie, ont beau jeu de réclamer 70 % de l'espace puisqu'ils possèdent 70 % des terres... ! Ah ! de la Palestine à la Bosnie en passant par tant d'autres pays, on retrouve toujours cette vieille question de la propriété du sol, c'est à dire de la propriété tout court qui est à la base de la domination, de l'oppression et de l'exploitation ! Personne, bien entendu, ne se soucie d'évoquer cet éternel poison ! Question de la propriété contre laquelle s'organisa le mouvement révolutionnaire socialiste à ses débuts et que certains anarchistes engoncés dans les impasses nationalitaires tendent à oublier... au profit de qui ?

Mais, déjà, une grande partie des populations de l'ancien bloc soviétique ont trouvé amère la potion du capitalisme démocratique. Ecœurés, désabusés, toujours exploitées, elles en viennent même à redonner dans les urnes leur confiance aux anciens dirigeants staliniens opportunément recyclés en socio-démocrates (Pays baltes, Pologne, Hongrie, Géorgie). Les thuriféraires du totalitarisme soviétique, les *aficionados* de la réaction facho-libérale à la sauce Soljenytsine, les dénonciateurs du goulag n'en croient pas leurs yeux : ces populations sont décidément bêtes ! L'ancien système n'aurait-il pas été si terrible que cela, y avait-il donc quelques acquis sociaux qu'elles voudraient défendre ? On ne les entend plus ces spécialistes de l'anti-totalitarisme, et, pour cause, car leur critique des dégâts provoqués par le capitalisme démocratique dans les anciens pays soviétiques aboutirait nécessairement à une critique de ce même système dans leur propre pays. En Russie, on vient de rendre légal le travail des enfants, tandis que les pays industrialisés, Etats-Unis en tête, qui accusent les pays du Sud-est asiatique de faire travailler des enfants pour abaisser leurs coûts de production, tentent de faire adopter par le BIT (Bureau International du Travail) une réglementation internationale plus contraignante. On en est plus à un paradoxe près !

Dans les pays industrialisés, les populations se montrent, elles, complètement lassées par le cirque électoral. Au Japon, le taux d'abstention ne cesse d'augmenter malgré l'éclatement du PLD et l'apparition de nouveaux partis. Aux Etats-Unis, le brushing et le saxo de Clinton Bill n'ont rien fait pour enrayer les votes par les pieds, et le président des Etats-Unis, le plus grand pays

démocratique du monde, la référence historique, fondatrice, le modèle porteur du système libéral, est en fait élu par une maigre minorité de la population américaine. En Europe, l'érosion électorale s'accroît depuis une bonne décennie. Le monde politique s'y est toutefois agité pour trouver une solution et réduire ce fameux "déficit démocratique" dont se plaignent toutes les belles âmes qui préfèrent l'aliénation volontaire à la désertion passive. D'où l'apparition de nouveaux partis, de nouveaux démagogues, à la Berlusconi ou à la Tapie. Mais, attention, ces nouveaux tribuns ne sont pas que les nouvelles marionnettes du pouvoir ou de simples aventuriers. Les nouvelles listes, les vieux partis rajeunis ou les nouveaux partis correspondent aussi à des tendances profondes.

Firmes multinationales ou PME régionales : bonnet blanc ou blanc bonnet

En France, par exemple, tout le courant incarné par des gens comme de Villiers ou Le Pen, la vieille droite nationale et maurassienne sous toutes ses formes, représente au mieux les intérêts des classes moyennes possédantes, les petits propriétaires, les petits industriels, les petits commerçants qui ont peur des grandes multinationales et qui n'aiment pas trop la bureaucratie qu'ils assimilent abusivement à un idéal de redistribution sociale des richesses. Cette France-là, qui a chopé la trouille au moment de l'élection de Mitterrand (souvenez-vous, il était même question à cette époque de "rendre le pouvoir au peuple", vous vous rendez compte ?), et qui ne s'en est jamais vraiment remis sur le plan psychologique, joue sur le vieux mythe du pré carré. L'idée d'indépendance nationale qu'elle développe trouve des alliés objectifs en la personne des communistes, des chevronnés et autres opposants de gauche au Traité de Maastricht qui, derrière une façade idéologique ("nation et république", le socle de la révolution française, bla-bla), représentent eux aussi les intérêts tout aussi clientélistes d'une classe : celle des permanents politiques et syndicaux qui vivent de la bureaucratisation des acquis sociaux.

Ils se trouvent même des ludions, comme ceux de la liste Siméoni-Renaud, pour dire que "seules les PME-PMI de dimension régionale génèrent encore des activités nouvelles" (extrait de leur déclaration de foi électorale), comme si le capitalisme à visage *small is beautiful* ne supprimait pas l'exploitation de la force de travail et n'échappait pas aux lois d'airain du marché. Ces régionalistes et autres écologistes, malgré les apparences sympathiques d'une "Europe des régions", roulent idéologiquement pour les nouvelles formes de l'Etat capitaliste en

Europe. Car face à la crise du gigantisme fordien et tayloriste que les plus perspicaces des capitalistes ont parfaitement mesuré, il convient en effet pour le pouvoir d'introduire de nouvelles formes, plus intelligentes et plus douces, du travail et donc de l'exploitation salariale, qui subsiste tant qu'on en a pas supprimé les mécanismes. C'est ce qu'on appelle le toyotisme, développé au Japon.

Sur le plan politique, ce nouveau mode de gestion économique correspond à la décentralisation, où les collectivités locales et les citoyens sont rapprochés de certains lieux de pouvoir, sans pour autant contrôler réellement les décisions. Sur le plan territorial, c'est la région, sur le plan culturel, c'est le régionalisme. Dans un monde supra-nationalisé par le marché et la marchandise, l'échelon jacobin tend à sauter, les bourgeoisies locales veulent tirer leur épingle du jeu, elles sont prêtes à récupérer n'importe quelle force localiste. Région ou nation, peu importe, il leur faut le consensus social et identitaire.

Au moment même où certains pays de l'Est se démantèlent pour rentrer dans l'orbite capitaliste européenne, et notamment dans la sphère d'influence de l'Allemagne, pacifiquement avec la partition tchécoslovaque, houleusement avec le démembrement de l'URSS, violemment avec la désintégration de la Yougoslavie, certaines de ces bourgeoisies locales reprennent du poil de la bête. Les catalanistes ont fait un bon score en Espagne, ce n'est pas pour autant que l'on se rapproche de l'émancipation sociale : on peut gager qu'il en ira de même avec les régionalistes basques. En Italie, les choses sont allées plus loin encore – ce n'est pas un hasard car c'est dans ce pays que les luttes sociales sont les plus dures et que l'assise du mouvement ouvrier est la plus radicalisée, sans compter la Yougoslavie qui est proche – avec un Berlusconi qui s'allie avec les régionalistes de la Ligue du Nord et les néo-fascistes.

Y aurait-il là une contradiction puisque les néo-fascistes se revendiquent habituellement de l'Etat unitaire ? En fait, non. On a trop souvent tendance à croire que, historiquement, le fascisme fut d'emblée un mouvement prônant la main-mise de l'Etat dans tous les domaines. C'est oublier qu'à ses origines, le fascisme prônait une idéologie ultra-libérale dans le domaine socio-économique (privatisations, démantèlement de la protection sociale : des points que l'on retrouve dans le programme du Front national). C'est la guerre et la crise de 29 – pour simplifier – qui l'amenèrent dans une autre direction, toute relative d'ailleurs.

Le big-bang de Berluscotapie

Ce qui se passe actuellement en Italie, qui est en quelque sorte le laboratoire de la réaction bourgeoise, est très important pour la

suite des choses en France, par exemple. Le *big bang* appelé par Rocard, qui s'est lui-même transformé en *big crush* pour l'incarnation du néo-libéralisme de gauche, s'est bel et bien accompli de l'autre côté des Alpes. Qui aurait imaginé de tels renversements il y a un an tout au plus ? On peut parfaitement imaginer en France une opération "mains propres", surfant sur le mécontentement anti-politicien et anti-établissement, bien réel mais sans grandes perspectives révolutionnaires, et qu'il suffit de retourner dans le bon sens... Si Le Pen était intelligent, il dissoudrait son parti, comme le MSI en Italie, accepterait de rentrer dans une coalition de droite plus large et attendrait tranquillement son heure. Si cela ne marche pas, et si l'établissement de gauche allié à la grande bourgeoisie transnationale décide de se débarrasser des ringards du Parti socialiste, on pourrait assister à une autre opération, avec le condottiere local cette fois, Tapie, qui mènerait son *big bang* sur fond de démagogie médiatique.

Et là, le fascisme n'est pas forcément où on le croit, pas toujours à droite. Que ce Tapie, qu'un tel escroc, habile, séduisant, mais escroc quand même, qui une fois arrivé à la tête de l'entreprise Testut, PME de pointe, florissante, intégrée dans sa région et tout et tout ce que voudraient écolos ou régionalistes, s'est empressé de licencier et de transférer une partie de la production en Asie du Sud-est, ait pu recueillir l'assentiment d'un grand nombre d'électeurs inquiète tout autant que les scores réalisés par Le Pen-De Villiers.

On peut même se demander si le danger n'est pas supérieur car, là, dans la peste émotionnelle du fascisme, on y est en plein, avec les shows médiatiques et les délires de masse opportunément fournies par une équipe de football qui remplit les stades et qui constitue un excellent moyen de se bâtir une notoriété publique. Après tout, là où Berlusconi a réussi, en appuyant sur une équipe de football, celle du Milan AC dont les couleurs rouges et noires ont sournoisement pris le relais des chemises noires d'un Mussolini inspiré par son grand-père anarchiste, pourquoi Tapie n'y arriverait-il pas, avec un Olympique de Marseille, certes mis à mal par un conglomérat hétéroclite d'opposants politico-sportifs à la personne de Bernard Tapie mais capable de rebondir ? Auquel cas, ce n'est plus seulement contre les meetings de Le Pen qu'il faudrait manifester mais aussi, et peut-être surtout, contre toutes les apparitions politiques de Tapie.

*

Non, tout cela n'est pas très réjouissant. Mais l'idéal de société libertaire porté par les anarchistes n'a jamais eu autant d'espace devant lui depuis bien longtemps. La déroute électorale et sociale

des écologistes englués dans la tourbe politicienne a fait sauter la dernière illusion – s'il en était – d'une politique qui se voudrait autrement tout en conservant (et en conquérant) l'appareil d'Etat. Les déçus du socialisme et de l'écologisme ne viendront toutefois à l'anarchisme que si les anarchistes et l'organisation anarchiste savent se prémunir des maux qui sont précisément à l'origine de ces déceptions : décalage entre les discours et la pratique, enjeux de pouvoir, sordides rivalités personnelles, exclusions, admonestations, prétentions, microcosmes de militants quasi-professionnels trouvant dans des mini-sectes un refuge à leur ego jaloux ou hypertrophié, tiédeur des analyses politiques, peur, enfin, de couper le cordon ombilical avec une gauche pourtant castratrice. Des expériences récentes ont montré qu'il y avait toujours du chemin à faire même dans le mouvement anarchiste. Et ce n'est pas parce qu'il fait plus chaud qu'en hiver qu'il faut laisser tomber !

L'asphyxie totalitaire remplacée par l'anesthésie parlementaire	2
Firmes multinationales ou PME régionales : bonnet blanc ou blanc bonnet	4
Le big-bang de Berluscotapie	5